

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés¹. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2018 au Mali et a causé le déplacement de plus de 140 000 personnes dans les régions de Mopti et de Gao selon les dernières données datant du 29 février 2020². De plus, l'assistance humanitaire est soumise à de multiples aléas : l'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités en raison des conditions géographiques et climatiques difficiles, de la situation sécuritaire et des mesures liées à l'état d'urgence décrété dans les zones en crise³. Cet accès humanitaire limité est l'un des facteurs à l'origine des lacunes d'information importantes sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH bénéficie du financement de l'Office of U.S Foreign Disaster Assistance (OFDA) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre)³. Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans les régions de Mopti et de Gao au mois de mars en plus de l'évolution des principaux résultats dans la région de Mopti entre janvier 2020 et mars 2020^{4,5}.

Résultats clés

- Suite à une augmentation des incidents sécuritaires sur le début de l'année, les déplacements de populations ont été plus nombreux au cours du premier trimestre 2020.
- Les récoltes du début d'année ont permis d'améliorer l'état de la situation alimentaire. Toutefois, le niveau moyen à faible de la production n'a pas permis à bon nombre de ménages d'accéder à suffisamment de nourriture.
- Avec la fermeture récente des frontières liées au coronavirus (COVID-19), la disponibilité des denrées alimentaires risque de baisser rapidement, ce qui est susceptible d'entraîner une hausse des prix.
- En parallèle, les pressions exercées sur l'eau risquent de s'accroître avec l'avancée de la saison sèche (octobre à mi-mai) notamment dans les localités de la bande sahélienne de Gao (où cette ressource est rare) et dans les localités proches de la frontière avec le Burkina Faso qui ont accueilli de nombreuses populations déplacées internes (PDI), rapatriés et réfugiés.
- La hausse des déplacements de populations a augmenté la promiscuité dans les logements, les PDI étant généralement accueillies par leurs proches ou leur famille. En parallèle, l'accès aux ressources permettant la mise en place des bonnes mesures d'hygiène (savon, eau, bido) et aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement était limité sur la période.
- Les services de santé, bien que généralement disponibles à distance de marche, étaient éloignés. L'absence de services de prise en charge d'urgence dans un grand nombre de localités rendait difficile la prise en charge des patients critiques.
- D'après les IC, dans plus des trois quarts des localités enquêtées, l'assistance alimentaire était le type d'assistance prioritaire au cours du mois précédant la collecte des données.

La couverture géographique de ce suivi est limitée et les informations reposent sur des réponses d'IC. Par conséquent, les résultats doivent être considérés comme **indicatifs** de la situation.

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance"⁶. Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités du cercle ont été évaluées et lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité. Pour approfondir les informations fournies par les IC, des groupes de discussion ont été réalisés dans certaines localités avec des IC et / ou des membres de la population déplacée. Ces discussions portaient sur les dynamiques de déplacement et les besoins humanitaires⁷. Cet aperçu présente les résultats les plus récents issus de la collecte de données réalisée entre le 9 et le 31 mars dans les régions de Mopti et de Gao, ainsi que l'évolution des résultats dans la région de Mopti entre le mois de janvier et le mois de mars 2020.

Couverture géographique de l'évaluation

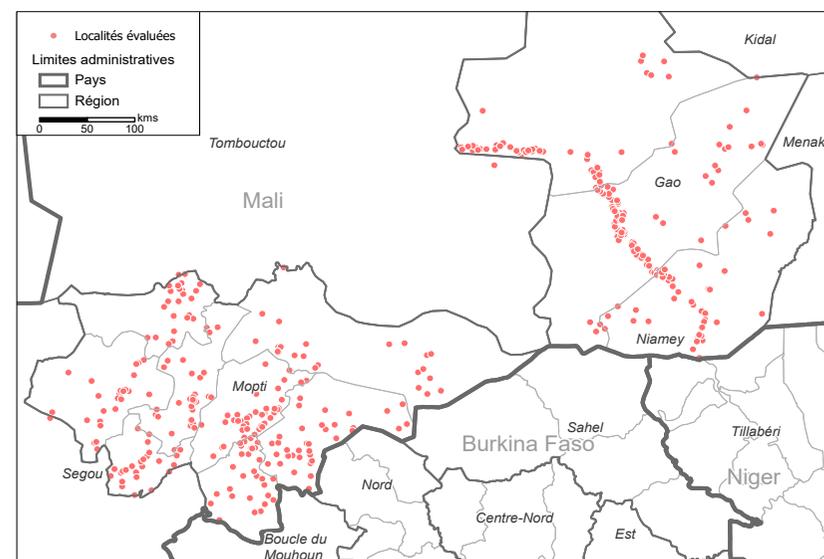


Tableau de couverture de janvier à mars - Région de Mopti

	Janvier	Février	Mars
# d'IC	251	294	271
# Total de localités	3 133	3 133	3 133
# Total de localités évaluées	240	268	256
Taux de couverture	7,7%	8,6%	8,2%

Tableau de couverture au mois de mars - Région de Gao

	Mars
# d'IC	219
# Total de localités	539
# Total de localités évaluées	202
Taux de couverture	37,5%

⁵ Dans tout cet aperçu, le dernier mois renvoie au mois ayant précédé la collecte de données.

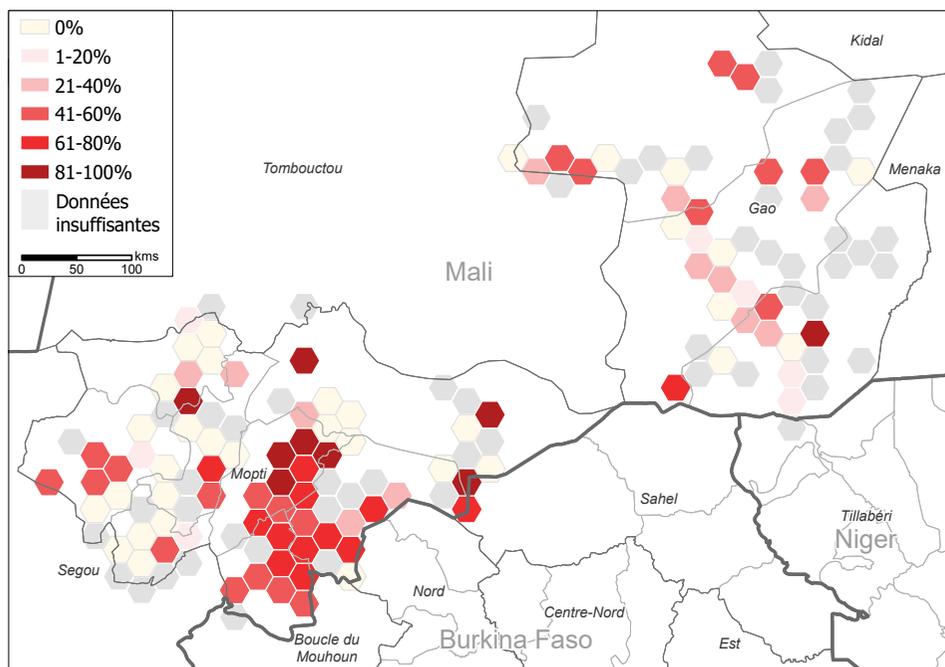
⁶ REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Janvier 2020.

⁷ Deux types de groupes de discussion distincts ont été réalisés : des groupes de discussion liés à la cartographie des déplacements (routes prises, axes de déplacement) ainsi que des groupes de discussion sur les besoins humanitaires multisectoriels. Ils ont été réalisés entre janvier et mars 2020 à Koro Ville, Sévaré et Gao Ville avec des IC et des populations déplacées de tous les cercles de Gao et de Mopti (exception faite du cercle de Bandiagara). Chaque groupe de discussion était constitué de 4 à 8 participants.

🚶 Déplacement

La recrudescence des incidents sécuritaires en début d'année a provoqué de nouveaux déplacements de populations dans les régions de Mopti et de Gao⁸. D'après les informations issues des données collectées au cours du trimestre, les mouvements de populations ont été majoritairement intra cercles, avec quelques déplacements des localités de Ménaka vers les cercles de Gao et d'Ansongo. Par ailleurs, la présence de retournés⁹ a été rapportée dans tous les cercles de la région de Gao au cours du mois précédant la collecte de données. Ces déplacements ont augmenté la pression sur les ressources et les besoins en infrastructures dans les localités des cercles concernés.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du mois précédent⁵ :



Présence des déplacés

La recrudescence des incidents sécuritaires en début d'année dans la plupart des cercles de Gao et de Mopti a provoqué de nouveaux mouvements de populations au sein de ces régions et en provenance du Burkina Faso⁸. Selon les IC, dans la région de Mopti, la proportion de localités où les IC ont rapporté la présence de PDI était de 59% au cours du mois ayant précédé la collecte de mars 2020 (contre 40% au cours du mois ayant précédé la collecte du mois de janvier 2020). En ce qui concerne la région de Gao, la dynamique est différente. Les IC ont rapporté la présence de retournés⁹ dans 31% des localités évaluées de Gao, pour la plupart revenus dans leur localité d'origine de façon permanente.

Cinq principaux cercles au sein desquels les IC rapportaient la présence de PDI par pourcentage de localités évaluées :

Bandiagara	98%
Bankass	87%
Koro	86%
Ansongo	49%
Youwarou	48%

Les cercles pour lesquels les IC ont rapporté la présence de PDI dans des plus grandes proportions étaient Bandiagara, Bankass, Koro, Ansongo et Youwarou au cours du mois précédant la collecte de données.

Principaux axes de déplacement

Les données collectées indiquent que les PDI se sont principalement déplacées au sein de leur région d'origine, avec une mobilité de proximité et généralement intra cercles. Les quelques mouvements d'un cercle à un autre cercle concernaient les déplacements Koro - Bandiagara - Djenné d'une part et Djenné - Tenenkou - Youwarou. D'après les IC, des mouvements de populations ont aussi eu lieu de Ménaka vers les cercles d'Ansongo et de Gao au cours du mois précédant la collecte de données.

D'après les données collectées via les ateliers de cartographie participative des mois de janvier, février et mars 2020, les principaux axes de déplacement dans la région de Mopti passaient le long du fleuve Niger (Youwarou - Tenenkou - Mopti) ou par le Burkina Faso (Nord du cercle de Koro - Koro Ville). En ce qui concerne la région de Gao, les déplacements s'effectuaient, d'après les IC, le long du fleuve Niger ou par l'axe routier principal. Dans les deux régions, les PDI interrogées pendant les groupes de discussion ont indiqué s'être dirigées vers les villes les plus proches, jugées plus stables et offrant plus d'opportunités de travail journalier.

Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacement

La hausse de l'insécurité, plus précisément des attaques et menaces par les groupes armés, a semblé être le principal facteur expliquant les déplacements des populations à Mopti et à Gao.

D'après les IC, la principale raison expliquant les mouvements de populations était en effet la violence dans la localité d'origine pour les PDI présentes dans les deux régions. Des alertes de crise à la suite de conflits ont été déclenchées au sein des cercles de Bandiagara, de Bankass, de Koro, d'Ansongo, et de Youwarou tout au long du premier trimestre 2020 et ont mis en évidence des mouvements de populations de proximité à la suite d'attaques et de violences par des groupes armés¹⁰. À l'ouest de Mopti, la présence d'un groupe armé sur l'axe de Kona - Korienzé pourrait expliquer l'augmentation des violences et la présence des PDI dans les cercles de Youwarou et Tenenkou. Les mouvements saisonniers de transhumance de la zone exondée de Youwarou (en cours) ont également pu créer des tensions dans la zone de transit de Tenenkou⁸. Enfin, les données recueillies auprès des participants aux groupes de discussion suggèrent que le retour des PDI dans les localités d'origine est conditionné par l'amélioration du contexte sécuritaire et socio-économique¹¹.

Malgré l'augmentation des déplacements au cours du trimestre, les IC de la totalité des localités évaluées de Mopti et de Gao ont rapporté qu'au moins certains membres de la communauté locale demeuraient dans la localité et n'avaient pas été déplacés. Dans 82% des localités évaluées de Mopti et 53% des localités évaluées de Gao, la majorité de la communauté locale ne voulait pas partir ou n'avait aucune raison de partir. Néanmoins, les IC de 30% des localités évaluées de la région de Gao ont rapporté que la majorité de la population locale souhaiterait quitter la zone mais manquait de moyens pour le faire.

8. Monitoring de protection. Cluster Protection. Février et mars 2020.

9. Les retournés sont des personnes auparavant déplacées dans leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine.

10. Informations issues du Mécanisme de Réponse Rapide du Mali (RRM). Janvier, février, et mars 2020. Le RRM a été conçu pour répondre aux chocs causés par des conflits, des catastrophes naturelles ou sanitaires, lorsque ceux-ci provoquent des déplacements de populations. Le RRM permet d'assurer une veille humanitaire par la réalisation d'évaluations

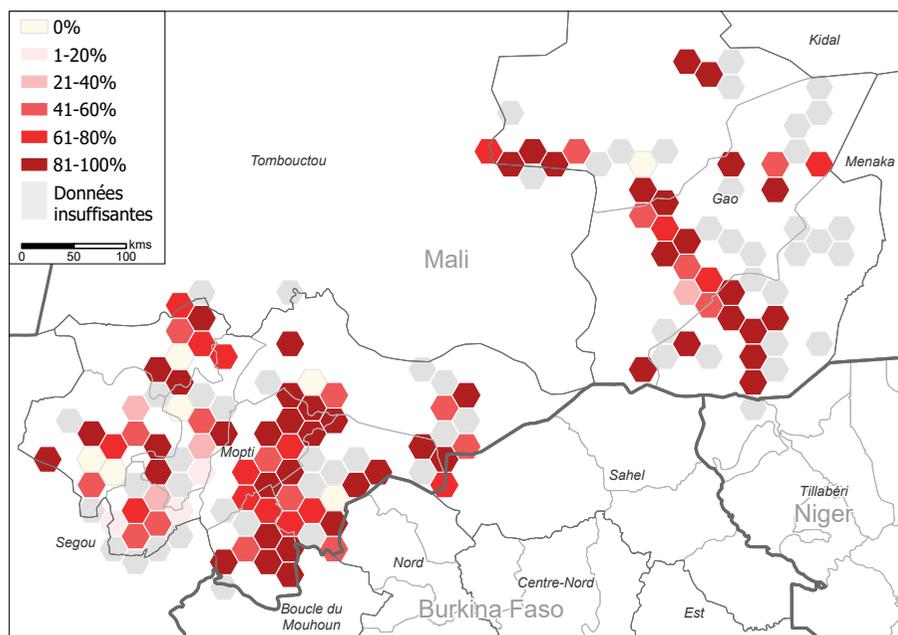
rapides et multisectorielles, et d'apporter une assistance rapide aux populations dans le besoin.

11. Cartographie participative. Ces propos ont été rapportés par les participants aux groupes de discussion dans les cercles suivants : Koro, Mopti, Youwarou, Tenenkou, Bankass, Gao, Ansongo, Douentza. Janvier, février, mars 2020.

Sécurité alimentaire

Les récoltes du début d'année ont permis d'améliorer l'état de la situation alimentaire et un bon approvisionnement des marchés dans les régions de Mopti et de Gao. Toutefois, le niveau moyen de la production n'a pas permis un accès suffisant à la nourriture sur le premier trimestre 2020, et entraînera un épuisement rapide des stocks alimentaires. Dans un contexte de fermeture des frontières liée au COVID-19, la disponibilité des biens alimentaires risque de baisser, créant une pression à la hausse sur les prix. D'après les informations recueillies auprès des IC au cours du mois précédent, les ménages ont d'ores et déjà adopté des stratégies de réduction de la quantité et de la qualité des aliments consommés.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent :

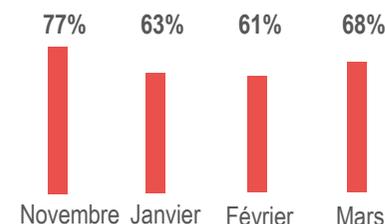


Accès à la nourriture

Les récoltes ont amélioré l'état de la situation alimentaire au Mali au début de l'année 2020. Cependant, avec une production agricole moyenne¹², l'accès à la nourriture est insuffisant pour de nombreux ménages. Les IC ont rapporté que l'accès à la nourriture était insuffisant pour la majorité de la population dans 68% des localités évaluées de Mopti et dans 78% des localités évaluées de Gao au cours du mois ayant précédé la collecte des données. Les récoltes ont été très mauvaises dans les cercles de Djenné et d'Ansongo en raison du manque d'eau sur la campagne agricole¹². Les IC ont en effet rapporté que l'insuffisance des pluies était le principal facteur du manque d'accès à la nourriture dans 69% des localités évaluées de Djenné et dans 22% des localités évaluées d'Ansongo.

Les IC ont par ailleurs rapporté la présence de PDI dans 28% des localités évaluées de Djenné et dans 49% des localités évaluées d'Ansongo. La pression exercée sur les denrées alimentaires et le manque de nourriture pourraient expliquer à leur tour les mouvements de populations au sein de certaines localités de ces cercles¹³.

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent :



Principales sources de nourriture

Les ménages des régions de Mopti et de Gao vivent principalement des activités agricoles et d'élevage, et de la vente des surplus issus de la production¹². La proportion d'IC qui ont rapporté que la majorité de la population avait comme principale source de nourriture leur propre production cultivée était de 89% dans la région de Mopti et 38% dans la région de Gao. À Gao, les IC ont également rapporté que la majorité de la population achetait la nourriture (29% des localités évaluées) et vivait de la vente de la production issue de l'élevage (16% des localités évaluées).

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti - par principale source de nourriture selon les IC :

	Janvier	Février	Mars
Propre production cultivée	83%	88%	89%
Achetée	12%	1%	2%
Propre production bétail	2%	6%	5%

Sévérité de la faim et principales stratégies d'adaptation pour pallier le manque de nourriture

La faim était modérée à sévère dans 85% des localités évaluées de Mopti et dans 98% des localités évaluées de Gao selon les IC. Outre de mauvaises récoltes liées au manque d'eau, la situation dans la région de Gao semblait être le reflet d'un appauvrissement des ménages (diminution des revenus), qui se sont endettés pour acheter les denrées alimentaires¹⁴. À Gao comme sur Mopti, la situation risque de se dégrader avec l'épuisement des stocks agricoles, et ce, jusqu'au pic saisonnier des prix lié à la période de soudure agricole (août 2020)¹⁵. Pour faire face à ce manque de nourriture, les trois principales stratégies d'adaptation étaient les suivantes dans les localités de Mopti et de Gao selon les IC : diminuer le nombre de repas, diminuer les quantités consommées, et consommer des aliments moins chers et moins préférés.

Accès au marché

Les IC ont rapporté que les marchés étaient accessibles à distance de marche dans 87% des localités évaluées de Mopti et dans 92% des localités évaluées de Gao. L'approvisionnement des marchés en céréales était satisfaisant et les prix stables sur la première partie de l'année 2020^{15, 16}. Avec l'avancé de la saison sèche, l'épuisement des stocks et la fermeture des frontières liées au contexte COVID-19, les prix ont néanmoins augmenté dans certaines localités sur la fin du premier trimestre 2020. Cette situation était accentuée dans les cercles proches de la frontière avec le Burkina Faso, et accueillant le plus de PDI¹⁷. Ainsi, les IC ont rapporté une hausse des prix des céréales dans plus de la moitié des localités évaluées de Koro (74%), de Bourem (71%), de Bandiagara (67%), de Gao (66%), de Bankass (65%), d'Ansongo (57%), et de Douentza (50%). À l'échelle du Mali, les populations de ces cercles étaient en outre parmi les plus pauvres d'après les derniers résultats de l'enquête ENSAN¹². Ces conditions ont donc limité les capacités des populations à satisfaire leurs besoins alimentaires.

12. Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali (ENSAN). Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT) et ses partenaires. Février 2020.

13. Cartographie participative et groupes de discussion sur les besoins humanitaires multisectoriels. Localités évaluées du cercle de Djenné. Février 2020. Localités évaluées du cercle d'Ansongo. Mars 2020.

14. D'après l'enquête ENSAN (février 2020), les baisses de revenus concernent un tiers des ménages de Gao, avec un taux d'endettement de 45% des ménages.

15. Compte-rendu des réunions du Cluster Sécurité Alimentaire. Mars 2020.

16. Point sur la situation alimentaire au Sahel (PSA) - Bulletin mensuel d'information sur le prix des céréales : Niger - Mali - Burkina Faso. Janvier 2020.

17. Voir le tableau page 2.

Moyens de subsistance

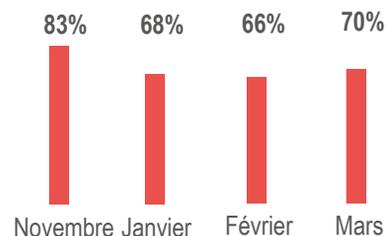
D'après les IC, es activités agricoles et d'élevage étaient perturbées dans la plupart des cercles. L'accès aux terres éloignées des villages, aux principaux cours d'eau pour pêcher et aux pâturages était restreint en raison de l'insécurité (présence de groupes armés, criminalité) et des conditions climatiques. Les migrations saisonnières ont recommencé après la période des récoltes, ce qui permettra de soulager financièrement les ménages durant la période de soudure. Le contexte COVID-19 risque cependant de freiner les opportunités de travail journalier, déjà dépendantes du contexte sécuritaire.

Accès aux moyens de subsistance

L'accès aux moyens de subsistance était perturbé dans la plupart des localités évaluées des cercles de Mopti et, dans une moindre mesure, de Gao. D'après les IC, dans 70% des localités évaluées de Mopti et dans 27% des localités évaluées de Gao, la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données. Dans la région de Mopti, les IC ont rapporté que dans 50% des localités évaluées, l'insécurité était le principal facteur qui expliquait que la majorité de la population n'avait pas eu accès à ses moyens de subsistance. Le manque d'accès aux terres pour cultiver, pour faire paître le bétail ou aux cours d'eau pour pêcher était rapporté par les IC dans 44% des localités évaluées. D'après les participants aux groupes de discussion, l'insécurité empêchait en effet les populations d'accéder aux terres, et restreignait les opportunités de travail journalier ainsi que le développement d'activités génératrices de revenus (AGR).

Dans la région de Gao, les IC ont rapporté que dans 40% des localités évaluées, les mauvaises conditions climatiques (répercussion sur les récoltes, manque à gagner via la vente des surplus) ainsi que l'insécurité expliquaient le manque d'accès de la majorité de la population à ses moyens de subsistance.

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent selon les IC :



Activités de subsistance

Les migrations saisonnières ont recommencé, avec la fin des récoltes et le début de la saison de l'orpaillage¹⁸. Dans 31% des localités évaluées de Mopti les IC ont rapporté que la majorité de la population avait recours à la migration saisonnière au cours du mois ayant précédé la collecte.

En plus des activités agricoles, les opportunités de travail journalier pourraient aussi diminuer en fonction de l'évolution de l'insécurité et des mesures préventives liées au COVID-19 (confinement, restrictions de mouvements). En parallèle, la soudure pastorale s'annonce particulièrement difficile dans le cercle d'Ansongo et le nord du cercle de Douentza, en raison du très mauvais état des pâturages, du manque d'eau et de l'insécurité^{19 20}.

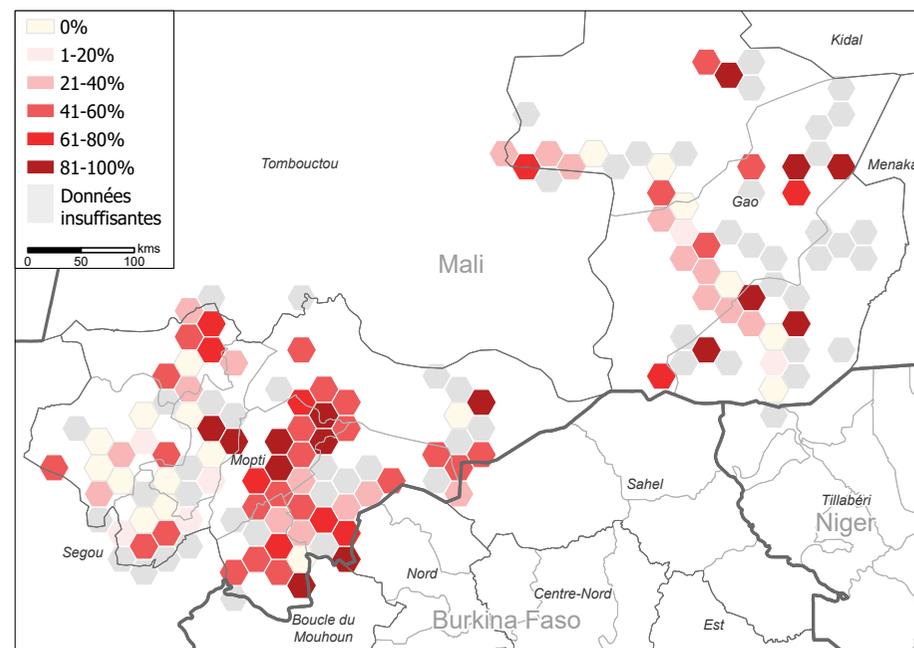
Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti - par activités de subsistance réalisées au cours du mois précédent selon les IC :

	Janvier	Février	Mars
Agriculture / autoconsommation	91%	85%	91%
Élevage de bétail	56%	56%	60%
Commerce	35%	38%	44%
Migrations saisonnières	28%	26%	31%

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

L'accès à l'eau potable était insuffisant dans les deux régions de Mopti et de Gao, et souvent compensé par la consommation d'eau non potable. Ce manque d'accès à l'eau potable contribue d'une part à la prévalence des maladies hydriques, dans un contexte où l'accès aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement est limité ; et restreint d'autre part l'adoption des mesures préventives à la propagation du COVID-19 (lavage de mains). Avec l'avancé de la saison sèche et la présence des PDI dans les localités, les pressions sur les ressources en eau risquent de s'accroître, dégradant la situation sanitaire dans les localités.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours du mois précédent :



Accès à l'eau

Les IC ont rapporté que dans 45% des localités évaluées de Mopti et 43% des localités évaluées de Gao, la majorité de la population n'avait pas accès à l'eau en quantité suffisante au cours du mois précédant la collecte de données. Le contexte sécuritaire a pu restreindre l'accès aux infrastructures en eau dans certaines localités. Les IC ont rapporté que certaines personnes n'avaient pas pu atteindre leur point d'eau de préférence parce qu'elles craignaient pour leur sécurité surtout dans les cercles d'Ansongo (55% des localités évaluées), de Bourem (44% des localités évaluées), de Bandiagara (44% des localités évaluées) et de Koro (39% des localités évaluées).

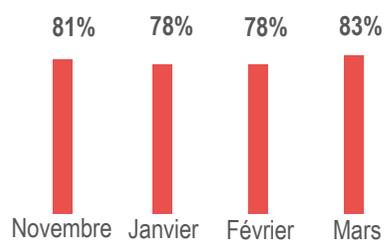
18. Mali - Mise à jour sur la sécurité alimentaire. FEWS NET. Mars 2020.

19. Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali (ENSAN). Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT) et ses partenaires. Février 2020.

20. Comptes rendus des réunions du Cluster Sécurité Alimentaire. Mars 2020.

À Mopti, si les sources d'eau améliorées semblaient globalement accessibles et les infrastructures présentes (83% des localités évaluées), les participants aux groupes de discussion ont signalé plusieurs problèmes provoquant des dysfonctionnements : manque d'entretien, destruction des infrastructures (groupes armés, intempéries), source tarie, débit d'eau faible. Dans la région de Gao, l'accès à une source d'eau améliorée était beaucoup plus faible que dans la région de Mopti (42% des localités évaluées).

Proportion de localités évaluées dans la région de Mopti où la majorité de la population avait accès à une source d'eau améliorée (robinet, forage, fontaine, puits protégé) selon les IC :



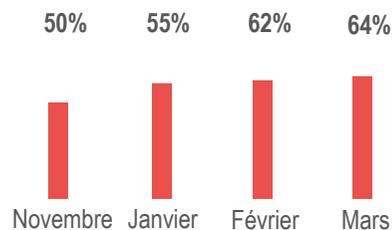
Pour faire face à ce manque d'accès à l'eau potable, la source alternative citée était généralement l'eau des puits non protégés ou l'eau du fleuve, impropres à la consommation et entraînant des maladies²¹. Ainsi, à Gao, les IC ont rapporté que dans 16% des localités évaluées, les maladies hydriques et les maux d'estomac constituaient les principales préoccupations de santé.

En parallèle, les infrastructures en eau ne semblent pas avoir permis de soutenir les activités agricoles et pastorales durant les périodes de faibles pluies au cours de la saison précédente. La baisse de la production agricole a fragilisé la situation alimentaire de nombreux ménages et constitue un facteur pouvant entraîner une augmentation des niveaux de malnutrition dans les mois à venir^{22,23}.

Accès aux latrines

Dans 64% des localités évaluées de Mopti et dans 73% des localités évaluées de Gao, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédant la collecte de données. La principale raison citée était le manque d'infrastructures à Mopti et à Gao. Ce manque d'infrastructures crée un environnement propice à la transmission des maladies parasitaires et infectieuses.

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédent :



Hygiène

Les IC ont rapporté que dans 90% des localités évaluées de Mopti et dans 69% des localités évaluées de Gao, la majorité de la population ne se lavait pas les mains avec du savon ou de la cendre au cours du mois ayant précédé la collecte de données. Le manque d'accès à l'eau a rendu difficile l'adoption des mesures d'hygiène de base qui permettrait de limiter la propagation des maladies. Ainsi, ces conditions sont peu propices à l'adoption des mesures préventives à la propagation du COVID-19 (lavage des mains).

Santé et nutrition

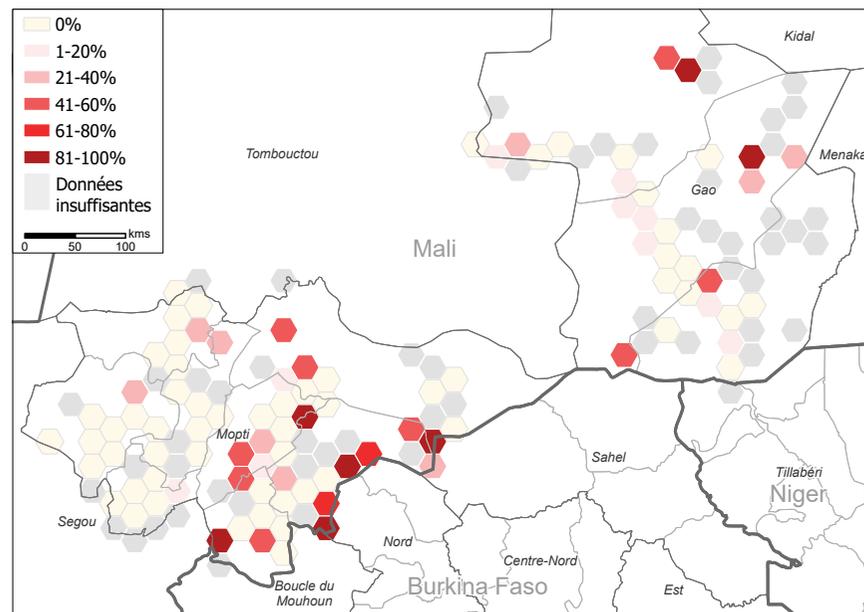
Sur le début de l'année, les centres de santé communautaires (CSCOM) étaient fonctionnels et accessibles à distance de marche pour la plupart des localités évaluées de Mopti et de Gao. Cependant l'inexistence des dispositifs d'urgence et l'éloignement des infrastructures de santé rendaient difficile la prise en charge des personnes fragiles ou en état critique en milieux ruraux et dans les localités isolées. L'accès aux services de santé semblait particulièrement difficiles dans les zones frontalières avec le Burkina Faso.

Accès à des services de santé

Une large proportion d'IC ont rapporté que des services de santé fonctionnels étaient accessibles à distance de marche à Mopti (85% des localités évaluées) et à Gao

(84% des localités évaluées) au cours du mois précédant la collecte de données. D'après les participants aux groupes de discussion, les chefs-lieux et villes des deux régions étaient dotés d'hôpitaux ou de CSCOM fonctionnels. D'après les IC, l'accès aux services de santé semblait cependant limité pour la majorité des populations des localités évaluées des cercles de Koro, frontalières du Burkina Faso. Les infrastructures semblaient en outre éloignées pour de nombreux habitants: dans 35% des localités évaluées de Mopti et dans 39% des localités évaluées de Gao, les IC ont rapporté que la majorité de la population marchait une heure et plus pour atteindre les services de santé les plus proches. Les personnes fragiles et gravement malades n'ont donc probablement pas été en mesure d'accéder aux soins, notamment dans les localités isolées.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche au cours du mois précédent :



20. Propos issus des groupes de discussion sur les besoins multisectoriels. Février et mars 2020. Localités évaluées des cercles de Youwarou, de Gao, de Tenenkou, de Koro, d'Ansongo et de Mopti. Janvier, février, mars 2020.

22. La situation alimentaire des ménages est fragilisée par d'autres facteurs que la baisse de la production agricole, à savoir : la hausse des prix, la fermeture des frontières, le dysfonctionnement des marchés et la perturbation des activités économiques des ménages. Cluster Nutrition. Mars 2020.

23. Résultats du cadre harmonisé. Mars 2020.

Selon les propos des participants aux groupes de discussion, de nombreux centres de santé ont fermé en raison de l'insécurité (le personnel est parti, les infrastructures ont été détruites), éloignant les populations des centres de santé de proximité.

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti - par principale raison de l'accès limité aux services de santé au cours du mois précédent selon les IC :

	Janvier	Février	Mars
Raisons sécuritaires	42%	29%	44%
Manque d'infrastructures ou infrastructures trop éloignées	38%	56%	38%

Lorsque les services de santé étaient accessibles, ils étaient fréquentés. En effet, les IC ont rapporté que dans 89% des localités de Mopti et 71% des localités de Gao, la majorité de la population fréquentait les services de santé.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté l'existence d'un dispositif de prise en charge d'urgence :

Mopti	25%
Gao	10%

Les dispositifs de prise en charge d'urgence n'étaient disponibles que dans 25% des localités évaluées de Mopti et 10% des localités évaluées de Gao d'après les IC. L'éloignement des centres, l'insécurité et le manque de dispositifs d'urgence ne permettaient donc pas la prise en charge de l'ensemble personnes fragiles et / ou en état critique, rendant les populations vulnérables aux chocs sanitaires.

Problèmes de santé

D'après les IC, le paludisme était le principal problème de santé à Mopti et à Gao au cours du mois précédent. Dans 64% des localités évaluées de Mopti et 37% des localités évaluées de Gao, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès aux moustiquaires. Ce manque d'accès aux moyens de prévention ne permettait pas limiter les risques de propagation de cette maladie dans des régions où les médicaments ont été rapporté comme peu accessibles et très coûteux²⁴.

Décès

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté une augmentation du nombre de décès par rapport au mois précédent:

Mopti	10%
Gao	13%

Les IC qui ont rapporté une augmentation du nombre de décès rapportaient également que le principal facteur explicatif était le paludisme. Dans les cercles de Mopti, de Bankass et d'Ansongo les blessures liées aux attaques étaient également une cause importante. Le manque de dispositifs d'urgence (Ansongo, Mopti) et l'éloignement des centres de soins (Ansongo) n'ont probablement pas permis la prise en charge rapide des patients blessés.

Nutrition

La proportion d'IC citant la malnutrition comme principal problème de santé parmi les localités évaluées était stable au cours du premier trimestre. Si le recul des taux de malnutrition aiguë sévère et aiguë globale en 2019²⁵ suggèrent que les programmes de nutrition sont efficaces, la progression du taux de malnutrition chronique²⁵ souligne des besoins en assistance encore importants. Le contexte COVID-19 pourrait par ailleurs entraîner une augmentation des niveaux de malnutrition via quatre canaux: l'augmentation de l'insécurité alimentaire, la détérioration des pratiques de soins et des capacités des structures de santé, et l'augmentation des morbidités infantiles²⁶.

Abris et bien non alimentaires

Les IC de la plupart des localités ont rapporté que la majorité de la population avait dormi sous un abri au cours du mois précédant la collecte de données. Les besoins en abris semblaient néanmoins importants dans les deux régions de Mopti et de Gao. En effet, les PDI étaient généralement accueillies par leurs proches et leur famille, créant une situation de forte promiscuité dans les logements. Les données suggèrent également que l'accès aux infrastructures en eau, hygiène et assainissement (points d'eau améliorés, latrines) et aux articles d'hygiène (savon, bidon, eau) était restreint, ce qui a pu impacter la salubrité des logements. Plusieurs destructions d'abris en raison des attaques et des conflits inter et intracommunautaires ont eu lieu tout au long du trimestre²⁷. L'indisponibilité des matériaux de construction principaux pour les maisons en dur (ciment, bois de construction, tôle) a pu ralentir la reconstruction des logements permanents.

Types d'abris par groupe de population

Dans la région de Mopti, les IC ont rapporté que la majorité de la population locale vivait dans des maisons en dur dans 98% des localités évaluées et dans des maisons en paille dans 1% des localités évaluées au cours du mois ayant précédé la collecte des données. Dans la région de Gao, cette proportion s'élevait à 81% pour les maisons en dur, à 12% pour les maisons en paille et à 5% pour les tentes traditionnelles.

Proportion de localités évaluées en mars par type d'abri de la population non déplacée selon les IC :

Mopti	100%	0%
Gao	100%	0%

■ Abris précaires (abris de fortune, d'urgence, abri de transition, à l'air libre, bâtiment public)

La présence des populations nomades, ainsi que les intempéries (vents)^{28 29} pourraient expliquer une plus grande diversité d'habitat dans la région de Gao au cours du mois précédant la collecte de données.

Proportion de localités évaluées en mars par type d'abri des PDI selon les IC :

Mopti	89%	11%
Gao	95%	5%

■ Abris structurés (maison en dur, paille, tente traditionnelle)

En ce qui concerne les PDI, le principal type d'abri était la maison en dur dans la région de Mopti (72% des localités évaluées) tandis que la tente traditionnelle était le type d'abri le plus répandu dans la région de Gao (49% des localités évaluées).

Dans 89% des localités évaluées de Mopti et dans 72% des localités évaluées de Gao, les IC ont rapporté que la majorité des PDI vivait dans des conditions de logement inadéquates. En effet, d'après les rapports d'évaluation RRM, les PDI interrogées durant le premier trimestre 2020 vivaient généralement dans une certaine promiscuité. Par ailleurs, les participants aux groupes de discussion sur les besoins multisectoriels ont indiqué que les conditions de vie des PDI étaient généralement précaires (pas de ressources, pas d'emploi, accès réduit aux infrastructures). La pression sur les ressources des ménages des communautés hôtes a également pu s'accroître dans les cercles accueillant des PDI.

Destruction d'abris

Dans certaines localités, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits au cours du mois précédant la collecte de données, notamment dans les cercles proches de la frontière avec le Burkina Faso.

24. Propos issus des groupes de discussion sur les besoins multisectoriels. Localités évaluées des cercles d'Ansongo, de Douentza, de Mopti, de Djenné, de Tenenkou, de Koro, de Gao et de Youwarou. Janvier, février et mars 2020.

25. Enquête Nationale Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité rétrospective suivant la méthodologie (SMART). Institut National de la Statistique du Mali. 2018 et 2019. Entre 2018 et 2019, pour la région de Mopti, le taux de prévalence de malnutrition aiguë sévère (MAS) est passé de 1,6% à 0,9% ; le taux de prévalence de malnutrition aiguë globale (MAG) est passé de 8,9% à 8,5% ; le taux de prévalence de la de malnutrition chronique est passé de 27,3% à 34,6%. Pour la région de Gao, le taux de prévalence de MAS est passé de

3,1% à 1,8% ; le taux de prévalence de MAG est passé de 14,2% à 11,6% ; le taux de prévalence de la de malnutrition chronique est passé de 24,0% à 21,3% .

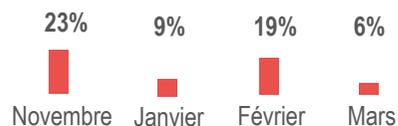
26. Compte rendu du Cluster Nutrition. Groupe de travail régional « sécurité alimentaire et nutrition (FSNWG) - COVID-19 ». Cluster Nutrition. Avril 2020.

27. Infographie sur la situation de protection (janvier - mars 2020). Cluster Protection. Avril 2020.

28. Parmi les localités où les IC ont rapporté des destructions d'abris, les IC ont également rapporté que les intempéries étaient l'un des trois facteurs explicatifs.

29. [La période la plus venteuse de l'année commence fin novembre et se termine fin avril.](#)

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti où les IC ont rapporté que des abris ont été détruits au cours du mois précédent :



Les incidents sécuritaires se sont multipliés tout au long du premier trimestre³⁰. Les IC ont en effet rapporté que l'ensemble des destructions d'abris des localités de Bandiagara, de Bankass, de Douentza, de Koro et d'Ansongo faisait suite à des conflits au cours du mois précédant la collecte. Les alertes RRM confirment que des attaques violentes ont eu lieu dans ces cercles, avec une composante communautaire marquée³⁰.

Les trois matériaux de construction les plus cités comme étant indisponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois étaient le ciment, la tôle ondulée et le bois de construction. L'indisponibilité de ces matériaux a probablement empêché la reconstruction rapide des abris en dur détruits au cours du mois précédent.

Disponibilité des biens non alimentaires

Les principaux articles non disponibles étaient les moustiquaires ce qui n'a permis de mettre en place les mesures préventives contre la propagation du paludisme, principale cause de décès dans les deux régions d'après les IC. En parallèle, l'augmentation des déplacements a créé des pressions sur la demande en articles non alimentaires. Les besoins en articles permettant d'accueillir davantage de personnes au sein d'un logement (casseroles, nattes, couvertures) ont progressivement augmenté durant le premier trimestre 2020 dans la région de Mopti.

L'accès au savon était particulièrement limité dans les localités accueillant une plus grande proportion de PDI et dans tous les cercles de la région de Gao. En effet, les IC ont rapporté que dans 42% des localités évaluées de Koro, dans 30% des localités évaluées de Bandiagara, dans 33% des localités évaluées d'Ansongo, dans 36% des localités évaluées de Gao et dans 36% des localités évaluées de Bourem, la majorité de la population n'avait pas accès à du savon. Combiné à la promiscuité dans les logements et à l'indisponibilité des infrastructures d'hygiène et d'assainissement³¹, le manque d'accès au savon rendait difficile l'adoption des pratiques d'hygiène. Sur la base de ces informations, le risque de propagation des maladies telles que le COVID-19 semblait plus élevé dans ces localités.

Proportion de localités évaluées de la région de Mopti en mars par disponibilité des articles non alimentaires suivants selon les IC :

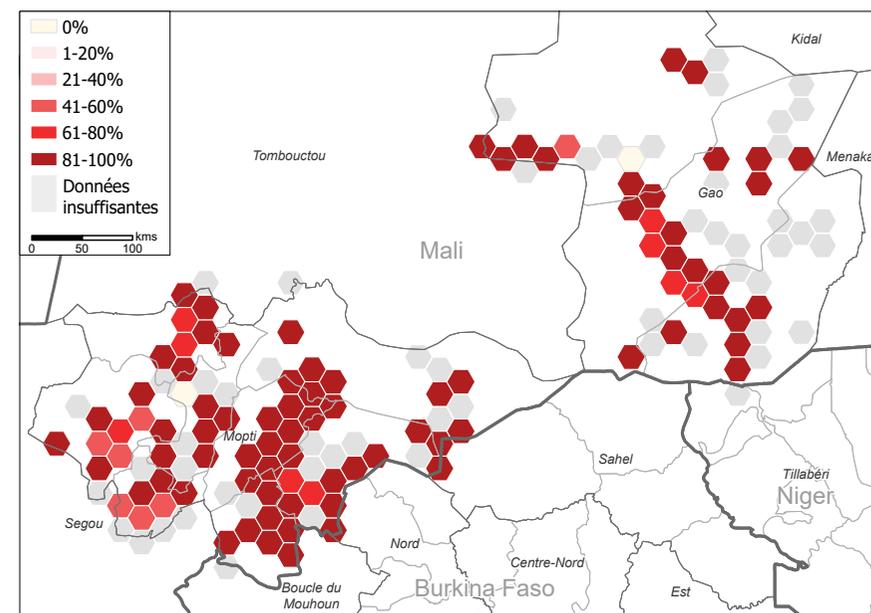
	Janvier	Février	Mars
Casserole	54%	71%	75%
Moustiquaire	65%	78%	73%
Couverture	59%	55%	58%
Natte	46%	49%	51%
Bidon	27%	38%	27%
Savon	19%	18%	18%

D'après les participants aux groupes de discussion, les articles n'étaient pas disponibles pour deux raisons. D'une part, les marchés ne pouvaient pas être correctement approvisionnés en raison de la dangerosité des routes. D'autres part, dans certaines localités, les heures et les jours de marché étaient encadrés par les groupes armés, ce qui ne permettait pas à l'ensemble des populations de s'y rendre régulièrement³².

Protection

Après l'accalmie observée sur la fin de l'année 2019 au Mali, la situation sécuritaire s'est de nouveau dégradée sur le début de l'année 2020. Avec 224 incidents enregistrés au monitoring de protection en février 2020 (+240% par rapport à janvier 2020), Mopti est la région la plus impactée. La région de Gao est la seconde région la plus touchée par les violences malgré une baisse des incidents au mois de février 2020 (99 incidents enregistrés, soit -30% par rapport à janvier 2020)¹. Les déplacements de populations ont été nombreux au cours du premier trimestre 2020, ce qui a accentué la vulnérabilité des populations, aussi bien des PDI que les populations hôtes.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours du mois précédent :



Insécurité

Les IC ont rapporté que dans 91% des localités de Mopti et 86% des localités de Gao, la majorité de la population ne s'était pas sentie en sécurité au cours du mois ayant précédé la collecte de données. Ce sentiment d'insécurité s'est légèrement accentué sur Mopti durant le premier trimestre de l'année. Sur la base des informations transmises par les participants aux groupes de discussion, les populations ne se sentaient en sécurité principalement en dehors des localités, les risques d'enlèvements et d'attaques y étant élevés. Les PDI interrogées dans le cadre des ateliers de cartographie participative ont également rapporté la présence d'engins explosifs sur les axes routiers³³.

30. Monitoring de protection. Cluster Protection. Février et mars 2020.

31. Voir tableau page 5, partie EHA.

32. Propos issus des groupes de discussion sur les besoins multisectoriels. Localités évaluées des cercles d'Ansongo, de Douentza, de Mopti, de Djenné, de Tenenkou, de Koro, de Gao et de Youwarou. Janvier, février et mars 2020.

33. Cartographie participative. Localités évaluées des cercles de Koro, de Douentza, de Gao, d'Ansongo, de Tenenkou. Janvier, février, mars 2020.

Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti et de Gao

Mars 2020

Des incidents sécuritaires durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés ont été rapportés par les IC dans 13% des localités évaluées de Mopti et dans 27% des localités évaluées de Gao. La proportion d'IC rapportant des incidents sur les civils était plus élevée dans les cercles d'Ansongo (47%), de Bourem (29%), de Douentza (23%), de Bankass (19%) et de Youwarou (19%).

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Mopti où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent :



En comparaison, la proportion de localités dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents sur les civils était plus basse dans les cercles de Djenné (0%), de Tenenkou (0%) et de Mopti (0%). Dans les cercles de Bandiagara et de Bankass, une proportion plus élevée de localités dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents de pillage durant le mois précédant la collecte suggère un plus fort taux de criminalité³⁴.

Préoccupations en lien avec la protection

À Mopti, la principale préoccupation était la violence par un groupe armé pour les hommes, les femmes et les garçons au cours du mois précédant la collecte. Les cercles de Djenné et de Youwarou se démarquaient des autres cercles car les restrictions de mouvements constituaient la principale préoccupation des femmes d'après les IC. D'après les propos tenus par les participants aux groupes de discussion, les routes principales à Djenné n'étaient plus du tout empruntées par peur, et certaines portions du fleuve étaient considérées comme très dangereuses dans le cercle de Youwarou (présence de groupes armés actifs)³⁵.

En conséquence, les déplacements, même de courte durée, pouvaient être épuisants physiquement et psychologiquement. À Gao, où un moindre nombre d'attaques a été rapporté mais où la criminalité était forte sur le début de l'année³⁴, les préoccupations concernaient non seulement les violences par les groupes armés (préoccupation principale des hommes des localités évaluées selon les IC), la criminalité (hommes) mais également le recrutement forcé (garçons) et les violences basées sur le genre (femmes). Le mariage forcé était la préoccupation principale des filles dans les deux régions.

3 préoccupations principales rapportées par les IC au cours du dernier mois, pour chaque groupe démographique :

	Mopti	Gao
Femmes	Violences par un groupe armé	Violences basées sur le genre
Filles	Mariages forcés	Mariages forcés
Hommes	Violences par un groupe armé	Violences par un groupe armé / criminalité
Garçons	Violences par un groupe armé	Recrutement forcé

Education

Depuis 2017 et la dégradation du contexte sécuritaire, le taux de scolarisation est en repli pour tous les niveaux d'éducation³⁶. Mopti était la région avec le plus faible taux brut de scolarisation (46,8% en 2018) et Gao la 2^{ème} région la plus scolarisée avec un taux brut de scolarisation de 87,9% (2018). Les filles étaient globalement moins scolarisées que les garçons³⁶. Sur la base des données récoltées sur le début de l'année 2020, la scolarisation des filles et de garçons était toujours faible, surtout à Mopti. Depuis fin mars 2020, les écoles formelles sont toutes fermées sur décision des autorités (mesure préventive liée au COVID-19³⁷).

Accès à l'éducation

D'après les IC, les enfants avaient accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche dans 37% des localités évaluées de Mopti et 30% des localités de Gao. Les principales raisons pour expliquer les difficultés d'accès étaient que les enseignants ont arrêté de travailler ou ont été déplacés (77% des localités évaluées de Mopti³⁸ ; 66% des localités évaluées de Gao³⁸). D'après les participants aux groupes de discussion, la présence de groupes armés expliquerait en grande partie la fermeture des écoles (menaces de représailles sur les familles scolarisant leurs enfants et sur les enseignants). Dans une moindre mesure, les grèves des enseignants ont pu également mener à la fermeture des écoles au cours du mois précédant la collecte.

La fermeture des écoles sur le long terme réduit les chances des enfants de terminer les cycles fondamentaux d'apprentissage. D'ailleurs, le différentiel entre le taux de scolarisation net et brut reste élevé au Mali²⁶. Une entrée plus tardive à l'école, un redoublement des classes, l'absentéisme des enfants devant travailler ou encore les « années blanches »³⁹ sont des facteurs qui peuvent expliquer une telle différence. Le manque d'accès aux services tout au long de l'année pourrait avoir des répercussions importantes sur les jeunes générations.

Scolarisation des filles et des garçons

Les IC ont rapporté que dans 55% des localités évaluées de Mopti et 30% des localités évaluées de Gao, plus de la moitié des garçons étaient scolarisés au cours du mois ayant précédé la collecte de données⁴⁰. En comparaison, les IC ont rapporté que plus la moitié des filles étaient scolarisées dans 29% des localités évaluées de Mopti et de 13% des localités évaluées de Gao⁴⁰. Ces données suggèrent que les inégalités d'accès à l'éducation étaient toujours présentes sur le début de l'année 2020, malgré la diminution du différentiel filles / garçons depuis dix ans à l'échelle nationale³⁶.

Évolution de la proportion de localités évaluées à Mopti où la majorité des filles / garçons ou plus était scolarisée au cours du mois précédent selon les IC :

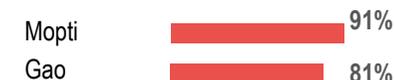
	Janvier	Février	Mars
Filles	33%	28%	38%
Garçons	66%	69%	72%

Les IC ont rapporté que la principale raison pour laquelle les filles et les garçons n'allaient pas à l'école était qu'ils devaient travailler (aide aux tâches ménagères, travail en dehors de la maison, migration saisonnière), ce qui souligne l'importance de la composante économique dans l'accès à l'éducation. Toutefois, la principale raison citée par les IC pour laquelle les filles n'allaient pas à l'école dans le cercle de Gao était le mariage précoce ou forcé. Les mariages précoces peuvent en effet augmenter lorsque les conditions socio-économiques des ménages se dégradent³¹.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que les filles n'étaient pas scolarisées parce qu'elles devaient travailler (à la maison, en dehors, migrations saisonnières) au cours de mois précédant la collecte de données :



Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que les garçons n'étaient pas scolarisés parce qu'ils devaient travailler (à la maison, en dehors, migrations saisonnières) au cours de mois précédant la collecte de données :



34. Monitoring de protection. Cluster Protection. Février et mars 2020.

35. Cartographie participative. Localités évaluées du cercle de Youwarou. Janvier 2020. Localités évaluées du cercle de Djenné. Février 2020.

36. Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP). 2018 et 2019.

37. Communiqué du gouvernement du Mali. 8 avril 2020. [Site officiel du gouvernement du Mali](#).

38. Pourcentage calculé sur le total des localités rapportant que les services éducatifs n'étaient pas accessibles à distance de marche dans la localité au cours du mois précédent.

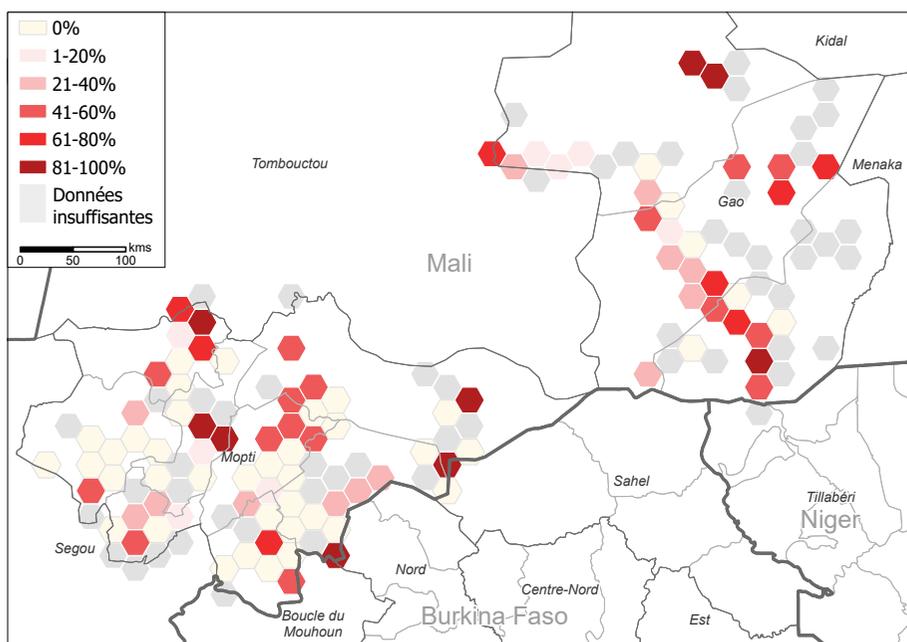
39. Une année scolaire est qualifiée d'« année blanche » lorsque les enseignements et les activités scolaires sont entièrement ou partiellement invalidés sur décision des autorités. Durant l'année scolaire qui suit l'« année blanche », tous les élèves de tous les niveaux scolaires reprennent le même enseignement qu'au début de l'« année blanche ».

40. Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que les services éducatifs étaient accessibles à distance de marche dans la localité au cours du mois précédent.

Communication

Les IC ont rapporté des difficultés pour accéder à l'information sur l'assistance humanitaire disponible dans l'ensemble des cercles au cours du dernier mois. Les populations de certaines zones de Mopti et de Gao ont donc probablement eu des difficultés pour connaître les lieux et les jours d'intervention des acteurs de réponse d'urgence ou à recevoir les messages de sensibilisation contre la propagation du COVID-19. Les informations permettant de suivre l'évolution de la situation (sécuritaire, économique, climatique) étaient considérées comme les plus utiles pour la majorité de la population selon les IC. L'amélioration du contexte sécuritaire est en effet une condition de retour dans la localité d'origine pour les PDI.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du mois précédent :



Accès à l'information sur l'assistance

Selon les IC, la majorité de la population avait des difficultés d'accès à l'information sur l'aide humanitaire disponible dans 21% des localités évaluées de Mopti et dans 38% des localités évaluées de Gao.

D'après les IC, ces difficultés étaient liées à l'absence d'assistance dans la région de Mopti (63% des localités évaluées) et à la situation sécuritaire dans la région de Gao (26% des localités) au cours du mois précédant la collecte de mars. La dégradation de la situation sécuritaire a pu avoir un impact sur l'accès des populations à l'information ainsi que sur l'accès des acteurs humanitaires aux populations dans le besoin.

Principales sources d'information

D'après les IC les principales sources d'information étaient la radio et les appels téléphoniques à Mopti et à Gao. Bien que la couverture pouvait être irrégulière, les IC ont rapporté que le réseau était disponible dans 98% des localités évaluées de Mopti et dans 88% des localités évaluées de Gao au cours du mois précédent.

3 sources d'information fréquemment citées par les IC des localités évaluées au cours du dernier mois, par région, en pourcentage de localités :

	Mopti	Gao
Radio	52%	51%
Appels téléphoniques	38%	24%
Conversation en personne	4%	16%

Principaux pourvoyeurs d'information

Les IC ont rapporté que les principaux pourvoyeurs d'information étaient les leaders communautaires et religieux puis la famille et les amis dans les régions de Mopti et de Gao au cours du mois précédent. En lien avec la dégradation du contexte sécuritaire, la proportion de localités dans lesquelles les IC jugeaient les informations sur le contexte sécuritaire comme étant prioritaires a augmenté tout au long du premier trimestre pour la région de Mopti. Ce type d'information était également jugé le plus important dans la région de Gao au cours du mois précédent la collecte de données du mois de mars. Les PDI qui ont participé aux ateliers de cartographie participative ont en effet indiqué que l'amélioration de la sécurité conditionnait généralement le retour des PDI dans leur localité⁴¹.

Redevabilité

Dans l'enquête, les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qui, selon eux, étaient prioritaires dans leur localité. Ils pouvaient choisir un maximum de trois secteurs d'intervention prioritaires.

Les IC ont rapporté que dans 75% des localités évaluées de Mopti et dans 77% des localités évaluées de Gao, l'assistance alimentaire faisait partie des trois secteurs d'intervention prioritaires pour la majorité de la population. Ces besoins mettent en évidence la précarité des ménages en matière de sécurité alimentaire.

Dans la région de Mopti, les besoins d'assistance en protection puis en EHA étaient également fréquemment cités par les IC des localités évaluées. Les secteurs d'intervention prioritaires étaient cependant variables d'un cercle à l'autre au cours du mois précédent la collecte de données de mars : ainsi, les trois principaux secteurs d'intervention prioritaires à Tenenkou étaient la sécurité alimentaire - l'éducation - la santé tandis que pour Bandiagara ces secteurs étaient la protection - la sécurité alimentaire - l'EHA⁴².

En ce qui concerne la région de Gao, les autres secteurs d'intervention prioritaires étaient, selon les IC, en santé et en EHA. Ces besoins étaient plutôt similaires sur l'ensemble de la région²⁶.

Informations complémentaires

Les autres produits récents de REACH sur le suivi de la situation humanitaire au Mali sont disponibles via ces liens :

- REACH. Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Région de Gao. Mars 2020
- REACH. Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Mopti. Mars 2020
- REACH. Factsheet. [Résultats pertinents à la réponse humanitaire contre la propagation du COVID-19 : Région de Mopti](#). Février 2020
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Mopti](#) Février 2020
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Mopti](#) Janvier 2020

41. Cartographie participative. Ces propos ont été rapportés par les participants aux groupes de discussion dans les cercles suivants : Koro, Mopti, Youwarou, Tenenkou, Bankass, Gao, Ansongo, Douentza. Janvier, février, mars 2020.

42. L'ensemble des secteurs d'intervention prioritaires par cercle est détaillé dans la Factsheet régionale publiée tous les mois.